

A la Une

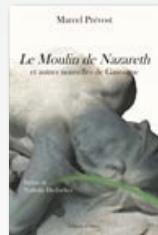
Le moulin de Nazareth

Marcel Pévost

Un recueil de nouvelles d'une figure de proue de la littérature populaire de la première moitié du XX^e.

Préface de Nathalie Declochez

2013, 15 €



[commander](#)

La vie politique à Nérac : 1934 - 2008

Nicolas Lacombe

74 ans de vie politique par l'historien et actuel maire et conseiller général de Nérac

2012, 20 €



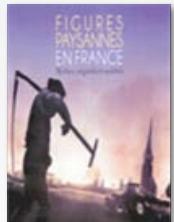
[commander](#)

**Figures paysannes en France
Mythes, regards et sociétés**

Yohann Chanoir et Céline Piot (dir.)

Recueil de contributions qui tente de faire le point sur l'évolution des paysans et du monde rural.

2012, 20 €



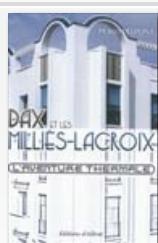
[commander](#)

**Dax et les Milliès-Lacroix :
l'aventure thermale**

Hubert Delpont

Les Milliès-Lacroix « régnèrent » sur Dax pendant près d'un siècle. Raphaël fut élu maire en 1887. Son fils Eugène le devint en 1929, et le resta jusqu'en 1959.

2011, 20 €



[commander](#)

Nouveautés

Etienne Mondineu, peintre gascon de la lande et du feu

Yves Coriou

La vie et les œuvres d'un peintre régionaliste originaire de Houeillès.

2013, 25 €



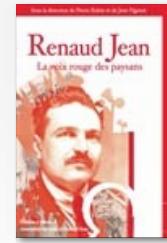
[commander](#)

Renaud Jean. La voix rouge des paysans

Pierre Robin et Jean Vigreux (dir.)

Ouvrage publié en mémoire de Renaud Jean, premier député communiste de France et l'un des principaux dirigeants du Parti communiste de 1920 à 1940

2012, 22 €



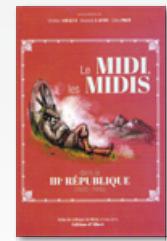
[commander](#)

Le Midi, les Midis dans la III^e République (1870-1940)

C. Amalvi, A. Lafon, C. Piot

Actes du colloque tenu à Nérac le 13 mai 2011.

2012, 20 €



[commander](#)

Les hommes du roi

Patrick Tachouzin

L'auteur présente les compagnons de route d'Henri de Navarre de 1576 à 1589.

2011, 18 €



[commander](#)

Coup de cœur

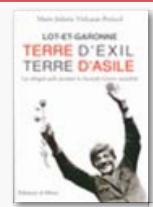
Lot-et-Garonne.

Terre d'exil. Terre d'asile

M.-J. Vielcazat-Petitcol

Les réfugiés juifs pendant la Seconde guerre mondiale

2006, 28 €



[commander](#)

Publications d'Hubert Delpont



✓ à lire

Le manifeste des AVN

George Sand



Hubert Delpont

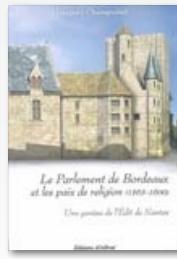
à lire

"Aimer et travailler". Léonie Bonnet, une infirmière dans la Grande Guerre
Céline Piot et Alexandre Lafon
 Le parcours de la Néracaise Léonie Bonnet - née Bellot - (1892 - 1972), à travers son journal et sa correspondance. 2008, 15 €



[commander](#)

Le parlement de Bordeaux et les paix de religion, 1563-1600 : une genèse de l'édit de Nantes
Grégory Champeaud



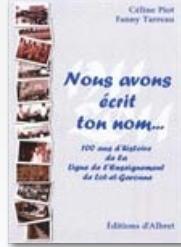
[commander](#)

Collaboration et épuration en Lot-et-Garonne 1940-1945
J.-P. Koscielniak



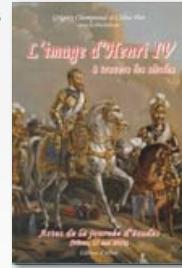
[commander](#)

Nous avons écrit ton nom...100 ans d'histoire de la Ligue de l'enseignement de Lot-et-Garonne.
Céline Piot et Fanny Tarreau
 A l'occasion du centenaire de la Ligue de l'enseignement de Lot-et-Garonne, 100 témoins racontent leur parcours. 2011, 18 €



[commander](#)

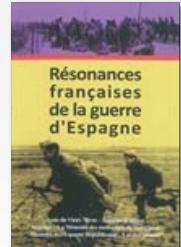
L'image d'Henri IV à travers les siècles
Grégory Champeaud et Céline Piot (dir.)



[commander](#)

Actes de la journée d'études, Nérac 15 mai 2010.
 2011, 18 €

Résonances françaises de la guerre d'Espagne
AVN - Editions d'Albret, Ancrage, Mémoire de l'Espagne républicaine - Lot-et-Garonne



[commander](#)

Les répercussions dans l'histoire de France de cet événement majeur de l'histoire contemporaine.
 2011, 15 €

Contactez-nous

Dernière mise à jour le 17/07/2013 © Amis du Vieux Nérac- Editions d'Albret, 1997 - 2012

Résonances françaises de la guerre d'Espagne

Ancrage – La Mémoire des métissages du Sud-Ouest
Amis du Vieux Nérac – Éditions d'Albret
Mémoire de l'Espagne Républicaine – Lot-et-Garonne

Remerciements :

Au Conseil général du Lot-et-Garonne, et à la direction de la Culture

Au Conseil Régional d'Aquitaine

À l'Agence de cohésion sociale et d'égalité des chances

À l'Amicale Laïque de Nérac

Et à M^{me} Geneviève Dreyfus-Armand, pour son travail de relecture et de correction des textes.

La couverture a été réalisée par M. Julien Béziat, agrégé et docteur en Arts plastiques.

Les auteurs des textes que nous publions ont également, pour la plupart, été conférenciers au colloque de Nérac, *La guerre d'Espagne dans l'histoire de France*, qui s'est déroulé les 7 et 8 mars 2009.

TABLE DES MATIÈRES

Préface, Rémy Pech	5
L'exil républicain de l'oubli à la Mémoire retrouvée	
Geneviève Dreyfus-Armand	9
PREMIÈRE PARTIE :	
1936-1939 : Solidarité et/ou hostilité	
en France envers la République espagnole	
La solidarité avec les Républicains espagnols dans	
un département rural du Sud-Ouest : le Lot-et-Garonne	
Pierre Robin	31
Les antifascistes italiens en France	
et la guerre d'Espagne : les formes de la solidarité	
Carmela Maltone	57
La formation des pilotes espagnols en Seine-et-Marne	
Alain Graton	75
La gendarmerie nationale à la frontière espagnole,	
1936-1939	
Benoît Haberbusch	85
Les instituteurs, le Syndicat national des instituteurs	
et la solidarité avec les Républicains espagnols	
Jacques Girault.....	101

TABLE DES MATIÈRES

**DEUXIÈME PARTIE
1939-1940 : l'accueil en France
des combattants et des réfugiés d'Espagne**

Mémoire d'exils et retours, 1939-1940 accueil en France des combattants républicains Josep San Martin Boncompte	109
Quel internement des Républicains espagnols au camp du Vernet d'Ariège entre février et septembre 1939 ? Maëlle Maugendre	123
Les réfugiés républicains espagnols et l'internement en Algérie Suzanne Aubrespy-Agullo	143
Février 1939 : l'accueil des réfugiés espagnols en Limousin à travers deux quotidiens locaux Éva Léger	167
Février 1939-Avril 1940 : des Espagnols en Vercors, des réfugiés... indésirables ? Mathieu Galliot-Bismuth	181
Gilberto Bosquès et les diplomates mexicains au secours des Républicains espagnols exilés en France : l'action exemplaire du consulat de Marseille en 1941-1942 Gérard Malgat	201
<i>La Marseille à 17 000 voix révolutionnaires à Gurs le 14 juillet 1939</i> Josu Chueca	217

TROISIÈME PARTIE
1939-1945 : l'engagement en France
des Républicains espagnols

**Spécificité de la participation anarcho-syndicaliste
à la Résistance espagnole en France**

- Miguel Sans 235

**Engagement et présence des Espagnols dans les
régiments de marche des Volontaires étrangers
(1939-1940) : l'apport du fonds de Documentation
historique de la Légion étrangère d'Aubagne**

- Stéphane Leroy 257

QUATRIÈME PARTIE
1939-1975 : la lutte antifranquiste
depuis la France

**Persécution politique et exil,
un aspect des services franquistes à l'extérieur**

- Jordi Guixé Coromines 279

L'opération Boléro-Paprika : origines et conséquences

**Les réfugiés politiques espagnols de l'expulsion
à leur installation en RDA**

- Aurélie Denoyer 295

**Mémoire d'exil comme moyen de lutte antifranquiste :
les Républicains espagnols dans le Sud-Ouest de la France
1944-1950**

- Scott Soo 313

TABLE DES MATIÈRES

CINQUIÈME PARTIE

**Le traitement de la guerre d'Espagne dans les programmes et
manuels scolaires français**

La guerre d'Espagne dans les manuels scolaires français	
Hubert Tison	329

La guerre d'Espagne au miroir d'un manuel franco-allemand	
Yohann Chanoir	345

SIXIÈME PARTIE
Échos régionaux

En réaction aux horreurs du franquisme : le poing levé des rugbymen de l'A.S. Caoulet	
Céline Piot	355

Le 5 février 1939, la guerre d'Espagne s'invite à Illats	
Gilles Baillet.....	363

Quand l'administration projetait un camp de réfugiés espagnols dans la lande lot-et-garonnaise...	
Jean-Pierre Koscielniak	367

MÉMOIRE D'EXIL COMME MOYEN DE LUTTE ANTIFRANQUISTE : LES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS DANS LE SUD-OUEST DE LA FRANCE, 1944-1950^{*}

Scott SOO^{**}

Dans le département du Lot se trouve un arbre sur lequel est gravée l'inscription « Maquis de la résistance de liberté ». Ce monument non-officiel évoque le passage d'un groupe de maquisards réfugiés espagnols et date très probablement d'avril ou mai 1944¹. Plus à l'ouest, à Bordeaux, une plaque, rédigée en français et en espagnol, a été érigée en 1947 à la mémoire de Pablo Sánchez, fusillé par les troupes allemandes le 27 août 1944. Ces monuments, l'un rural et l'autre urbain, n'attirent pas seulement notre attention sur la part active prise par les réfugiés républicains espagnols dans la libération de nombreuses communes de France, mais montrent aussi que la commémoration de l'exil républicain espagnol dans l'espace public français n'est pas un phénomène nouveau.

Dès la Libération, les réfugiés espagnols ont organisé une kyrielle de rencontres publiques. Pendant cette prolifique période de reconstruction, chaque organisation d'exilés dominante a cherché à affirmer son hégémonie en tant qu'institution de l'exil la plus représentative, et donc en tant qu'organisme le plus apte à administrer une Espagne post-franquiste. La mémoire était au centre de ce processus, favorisant simultanément la cohésion des militants entre eux, au sein de leurs partis politiques et de leurs organisations syndicales respectifs, et agissant aussi comme une source de légitimation.

* La traduction du texte en anglais a été assurée par Delphine Loré, agrégée d'anglais, enseignante au lycée d'Arsonval de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

** Docteur de l'Université de Southampton.

¹ On pense que les maquisards espagnols du groupe « Liberté » gravèrent cette inscription en avril ou mai 1944, après la bataille de Larnagol du 10/04/1944. J'aimerais remercier M. Pierre Combès, président fondateur du Musée de la Résistance du Lot pour cette information.

Les souvenirs du passé ont souvent fait référence aux traditions d'avant l'exil, et les dates symboliques de la II^e République espagnole ont été ressuscitées et célébrées avec ferveur : le 14 avril 1931, la journée internationale des travailleurs du 1^{er} mai, et la célébration du soulèvement populaire et de la révolution sociale du 18-19 juillet 1936. Pourtant, même si les animations des réfugiés autour de la mémoire se référaient largement au passé d'avant l'exil, elles commencèrent également à construire et à perpétuer la mémoire *de l'exil*. Une grande partie des récits associés à la commémoration de l'exil républicain espagnol dans la France d'aujourd'hui a été formulée pour la première fois pendant la Libération, et l'un des buts de cette contribution est de mettre en lumière le fait que les origines de la culture commémorative actuelle de l'exil remontent souvent à la Libération.

Cette contribution cherche également à illustrer le rôle de la mémoire dans la lutte des républicains espagnols contre la dictature de Franco, et troisièmement à suggérer que, dès lors que certaines possibilités de s'inscrire dans les récits locaux de la Résistance existaient pour les républicains espagnols, l'ampleur avec laquelle cela se produisait était déterminée par la combinaison des relations entre les républicains et les autorités françaises locales, auxquelles s'ajoutaient les événements de la scène internationale.

Les républicains espagnols et l'espace public à la Libération

Le renversement des structures de pouvoir existantes s'accompagne habituellement d'un processus de retournement et, à cet égard, la Libération de la France ne fut pas une exception¹. Ce qui était peut-être exceptionnel était que ce retournement ne concernait pas la seule population française. En 1939, le Sud-Ouest de la France avait été synonyme de l'internement massif des réfugiés espagnols. Mais en été 1944, ces départements exprimèrent un ensemble de significations différentes alors que les réfugiés espagnols se réappropriaient les espaces publics français avec les symboles des répressions franquistes et vichyssoises. Pendant que les

¹ Harry Roderick Kedward. « La Résistance, l'histoire et l'anthropologie : quelques domaines de la théorie », in *Mémoire et histoire : La Résistance*, sous la direction de J.-M. Guillon and P. Laborie, Toulouse, Éditions Privat, 1995.

forces allemandes se retraiient et que les autorités du régime de Vichy s'effondraient, les républicains espagnols commencèrent à réaffirmer leur présence et leur légitimité au sein des espaces publics français. Le rôle de maintien de l'ordre assuré par les guérilleros, portant des brassards de l'UNE décorés du drapeau républicain espagnol, de la croix de Lorraine et ornés de l'acronyme UNE-FFI, était bien loin de 1939, époque à laquelle ces mêmes réfugiés étaient arrêtés et recherchés. L'ampleur des responsabilités de maintien de l'ordre que s'étaient attribués les républicains espagnols, et qui incluaient le contrôle des principaux postes de frontière dans les Pyrénées-Orientales et en Ariège, était une source de consternation pour le gouvernement provisoire français¹.

La réappropriation des consulats contrôlés par Franco fut également cause d'inquiétude. Comme un signe de prélude au retour de la démocratie en Espagne, l'UNE s'attaqua, à partir de ce moment, à rétablir l'autorité de la République espagnole en France par l'occupation des consulats espagnols à travers le pays. Pendant la libération de Paris, le militant du PSOE et membre de l'UNE, Julio Hernández, commanda un groupe d'hommes qui occupèrent l'ambassade espagnole et remplacèrent le drapeau rebelle par le drapeau aux couleurs de la République espagnole². Des actions similaires se produisirent ailleurs.³ Les Renseignements généraux de Bordeaux rapportèrent que deux cents « FTP espagnols » armés envahirent le consulat espagnol, invitant le consul à changer de camp et à devenir le représentant de la cause républicaine. Il refusa et rechercha par la suite la protection des officiers de police français et des FFI. Le 18 septembre, les autorités françaises fournirent au consul

¹ Pour de plus amples détails sur la réponse du gouvernement à la question du pouvoir dans la région pyrénéenne, voir Jean-Louis Dufour et Rolande Trempé, « La France, base arrière d'une reconquête républicaine de l'Espagne : l'affaire du Val d'Aran », in Jean Sagnes et Sylvie Caucanas, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2004.

² Richard Gillespie, *The Spanish Socialist Party: a History of Factionalism*, Oxford, Oxford University Press / Clarendon, 1989, p. 70.

³ Geneviève Dreyfus-Armard, *L'Exil des Républicains Espagnols en France*, Paris, Albin Michel, p.178 ; Scott Soo, *Exile, Identity and Memory: Spanish Republicans in the Southwest of France*, thèse de doctorat, Université de Sussex, 2005, pp.183-186.

une escorte armée jusqu'à la frontière¹. Pendant ce temps, les républicains espagnols décorèrent le consulat avec la banderole de l'UNE, en assurant une présence permanente pour recevoir et répondre aux questions des ressortissants espagnols. Pendant cette brève période de réappropriation, les nouveaux occupants confisquèrent les tableaux représentant Franco et José Antonio Primo de Rivera (le fondateur de la Phalange), ainsi que le drapeau nationaliste espagnol, les clés du coffre fort, une machine à écrire, des archives portant la mention « secret », environ 5 000 francs, et le cachet du consulat. Les autorités essayèrent en vain de négocier le retour de ces objets². Selon Louis Bonet, qui participa à cette occupation, un tableau de Lénine remplaça le portrait de Franco, et les meubles du consulat furent utilisés pour meubler le bureau local de l'UNE³.

À peu près à la même période, les Renseignements généraux rapportèrent que les consulats de Pau et Oloron n'évitèrent le même sort que grâce à l'intervention du préfet des Basses-Pyrénées⁴. Le rapport ne mentionnait pas que le 24 septembre, six exilés espagnols rouvrirent le consulat de Bayonne, fermé depuis décembre 1942. Ils hissèrent les drapeaux français et républicain espagnol et rebaptisèrent le bâtiment comme branche locale de l'UNE. Peu de temps après, le 9 octobre, le consulat d'Hendaye était occupé⁵. Vint ensuite le tour du bureau d'Oloron ; les officiels espagnols confièrent des documents, archives et cachets du consulat au sous-préfet français⁶. Dans le département du Lot-et-Garonne, le consul honoraire espagnol à Agen quitta la ville et démissionna de son poste après avoir reçu des menaces⁷. Des événements similaires se déroulèrent partout dans le Sud-Ouest de la France et ne se cantonnèrent

¹ AD Gironde, SC 308. Rapport des Renseignements généraux, n° 284, 19/9/44. La formulation du titre de ce rapport est révélatrice du regard des officiels sur les exilés : « incidents survenus à Bordeaux et provoqués par des éléments extrémistes espagnols ».

² AD Gironde, SC 308. Un inventaire des objets manquants eut lieu en avril 1945 en présence d'un officiel nationaliste espagnol, du directeur de l'église espagnole à Bordeaux, et d'un commissaire de police français. Secrétariat Général de police au commissaire de la République, no. 4161, 10/4/45.

³ Luis Bonet López, *Mémoires d'exil d'un Espagnol*, Paris, Le Croît vif, 2002, p. 163.

⁴ AD Gironde, SC 308.

⁵ AN CARAN, F1A 3346, préfet des Basses-Pyrénées au commissaire de la République à Bordeaux, classé strictement confidentiel, 10/10/44.

⁶ AGA, Caja11774. Rapport du vice-consulat espagnol à Mauléon, 4/11/44.

⁷ AD Gironde, SC 308.

pas seulement aux bâtiments consulaires espagnols. Le Mouvement libéral espagnol s'empara du 4 rue Belfort à Toulouse, qui avait autrefois accueilli les bureaux du Groupement de travailleurs étrangers sous le régime de Vichy (connu de manière interchangeable sous les noms de Groupements de travailleurs étrangers / espagnols – GTE) et plus loin le long de la Garonne, l'UNE occupa la caserne Niel à Bordeaux, qui avait été utilisée par l'organisation Todt pour loger les travailleurs espagnols réfugiés.

Ces actions ont clairement symbolisé à la fois une volonté générale de se réapproprier des lieux français qui évoquaient la répression des républicains espagnols en France, et plus spécialement une remise à l'ordre du jour, voire un prélude à un retour en Espagne. En relation avec cet aspect, les activités mémorielles des républicains espagnols peuvent être considérées sous un jour nouveau.

Récits de mémoire et de la lutte antifranquiste

Les livres écrits par les exilés espagnols et qui couvrent l'épisode de la Résistance ont tendance à contenir des photographies de républicains espagnols paradant dans les villes françaises pendant la Libération¹. Le rôle des exilés espagnols dans la Résistance fut un facteur décisif dans l'identification d'après-guerre, et fut largement évoqué durant les rencontres publiques. En fait, à chaque fois que les exilés se souvenaient de cette période, c'était presque toujours en référence à la participation des réfugiés dans la Résistance, qui, à son tour, était reliée au récit du conflit en Espagne. De cette façon, les républicains espagnols ont mis en avant la mémoire de leurs activités durant l'Occupation pour mettre l'accent sur la solidarité entre républicains espagnols et français et légitimer leur appel au renversement de Franco et au retour en Espagne.

Pendant les rencontres publiques et les cérémonies de commémoration, les références au passé des exilés permettaient de souder les militants entre eux sous leurs bannières respectives. Mais quelle que soit l'organisation particulière concernée, ces événements possédaient un déno-

¹ Voir par exemple les photos in Juan Carrasco, *La odisea de los republicanos españoles en Francia. Album-souvenir de l'exil républicain en France (1939-1945)*, Perpignan, imprimerie Saint-André, 1984, p. 222.

minateur commun : une représentation enthousiaste de la République française. Ces occasions fournirent le contexte pour une évidente démonstration d'appartenance au groupe pendant laquelle l'identité des républicains espagnols pouvait être réaffirmée en opposition à la dictature en Espagne, et en rapprochement avec la France libérée. Les rencontres étaient organisées autour d'un ensemble de thèmes : célébration des dates des calendriers républicains français et espagnols, cérémonies autour du souvenir des Français et Espagnols tués pendant l'Occupation, protestations contre la répression et les exécutions en Espagne, appels à une rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Espagne, et manifestations servant à la collecte de fonds. Les cinémas et les salles publiques étaient habituellement décorées de drapeaux français, espagnols, ainsi que parfois de ceux des pays alliés, et les représentants français des autorités locales, des partis politiques, des syndicats et associations proches de la cause des républicains espagnols étaient invités. Ces manifestations commençaient ou finissaient souvent par les hymnes républicains nationaux français et espagnols.

Quand l'exil espagnol était évoqué, l'odyssée des camps de concentration français et des centres d'accueil de 1939 était remarquablement absente¹. Comme en 1939, la presse espagnole en exil était très soucieuse de ne pas être trop critique envers la République française. *La presse des sables* colorée de la FUE (Fédération universitaire et scolaire) produite au printemps et en été 1939 avait pour but d'améliorer plutôt que de critiquer la vie dans les camps. Et pourtant, la couverture de chaque numéro était souvent ornée d'une illustration à la main représentant les fils barbelés entourant les camps². En 1939, les autorités françaises interdirent fondamentalement à la presse espagnole exilée d'être critique envers les camps de concentration. En avril 1939, le journal *La Voz de Madrid* fut

¹ Pendant la même période, les comportements de la Troisième République face aux réfugiés espagnols en 1939 étaient aussi largement absents de la presse française. Antonio Bechelloni, « Italiens et Espagnols dans la presse française de septembre 1944 à décembre 1946 », in Pierre Milza and Denis Peschanski (eds.) *Exils et Migration : Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 288-289.

² On peut trouver des reproductions de ces bulletins in Jean-Claude Villegas, (ed.) *Plages d'exil, Les camps de réfugiés espagnols en France – 1939*, Nanterre-Dijon, BDIC-Hispanistica XX, 1989, pp. 19-65

supprimé à la suite d'articles contenant une critique modérée des camps¹. En 1944, cependant, la censure fut exercée par les organisations espagnoles elles-mêmes. Cela était en partie dû à la reconnaissance du fait que, si sous la III^e République les conditions de vie et les traitements étaient particulièrement mauvais, les réfugiés se voyaient néanmoins offrir l'asile. Mais une raison encore plus significative se trouvait dans le fait que les organisations espagnoles espéraient forger des relations avec le nouveau régime d'après Vichy.

Pour la première fois depuis que Franco avait déclaré la fin officielle de la Guerre civile espagnole, les réfugiés dans une écrasante majorité partagèrent l'idée que la fin de la dictature et le retour en Espagne allaient rapidement devenir une réalité tangible. Les associations de réfugiés considéraient l'appui des autorités françaises comme étant crucial pour renverser la dictature en Espagne et étaient par conséquent soucieuses de ne pas nuire aux relations en rappelant les conditions et traitements atroces de 1939. Cela ne veut pas dire que la mémoire des camps était entièrement réprimée. Dans le journal *L'Espagne républicaine*, Simone Martin appelait le gouvernement espagnol en exil à faire des recherches et à mettre par écrit l'histoire des réfugiés dans les camps, CTE et maquis, mais sans exprimer de reproche à l'encontre de l'État français². Cependant, la volonté de se souvenir de tous les aspects de l'exil occupait une place secondaire par rapport au désir de retour.

Que ce soit pendant les commémorations publiques ou pendant les meetings politiques et/ou syndicaux, les références au passé des exilés étaient mobilisées pour légitimer la poursuite de la lutte contre la dictature espagnole. À la réunion plénière du comité national du MLE en juin 1945, des délégués venus de Lyon suggérèrent que l'histoire de la participation des libertaires espagnols à la Résistance française soit mise par écrit. À la même réunion, des délégués venus de Paris proposèrent que des tracts détaillant la liste des victimes espagnoles des camps de concentration nazis soient passés en Espagne. Le but étant de souligner le mérite

¹ Le journal était officiellement le porte-parole du gouvernement espagnol en exil, mais était de plus en plus passé sous influence communiste. Geneviève Dreyfus-Armand, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939-1975*, thèse de doctorat, IEP de Paris, 1994, p. 118.

² *L'Espagne républicaine*, n°56, 20/7/46. Cité in *Ibid.*, p. 629.

des libertaires en exil et de discréder le fascisme en général et à plus forte raison la Phalange en Espagne¹. Afin de marquer le 9^e anniversaire de la Révolution sociale, le bureau local de la CNT à Périgueux, département de Dordogne, organisa une manifestation de fraternité franco-espagnole pendant laquelle des fleurs furent déposées devant un monument commémorant les résistants et maquisards du département².

Si les camps d'internement/concentration de 1939 étaient cités, c'était habituellement pour une audience exclusivement espagnole. Par exemple, un prospectus de la CNT marquant l'anniversaire de la Révolution sociale décrivait l'arrivée des réfugiés espagnols en France comme s'étant produit « à la pointe d'une baïonnette ». Il rappelait ensuite les camps de concentration de 1939 et affirmait que les réfugiés espagnols avaient été traités de pire manière que les prisonniers de guerre allemands internés après la Libération. Ceci était suivi de références aux militants du MLE qui avaient combattu contre les troupes allemandes avant et après l'armistice et par la suite dans la Résistance et les forces alliées. Enfin, la continuation de la lutte contre le gouvernement de Franco était formulée de façon explicite dans le cadre plus large d'un contexte européen qui trouvait ses racines en 1936, d'où le titre du prospectus : « APRÈS NEUF ANS DE LUTTE, LE PROLÉTARIAT ESPAGNOL S'ADRESSE AU MONDE ENTIER »³.

En région Aquitaine, la participation aux cérémonies du souvenir pour les gens tués pendant l'Occupation représente un exemple précoce de la façon dont les réfugiés espagnols ont cherché à réaffirmer les relations des républicains espagnols et français avec les autorités locales naissantes. L'UNE et la JEL (Junta española de liberación) militaient sur ce point. Le 1^{er} novembre 1944, le comité départemental de l'UNE était présent à la cérémonie « à la mémoire des fusillés français » à Dax. Une gerbe de fleurs aux couleurs des Républiques française et espagnole fut placée sur la tombe des gens du pays tués par les troupes allemandes⁴.

¹ CIRAS, Gestión MLE-CNT en Francia libro 1, 1945-1946. Minutes de la réunion plénière du comité national du MLE-CNT, 15/6/45.

² CNT, numéro 17, 26/7/45.

³ CIRAS, Gestión MLE-CNT en Francia libro 1, 1945-1946. Les capitales sont utilisées dans le texte original. Tract produit par la CNT-AIT, 19/7/45.

⁴ La IV^e République (Organe Landais d'Informations), 1/1/44.

Des scènes similaires se répétèrent dix jours après lors des cérémonies du Jour de l'Armistice. Lors des commémorations de Dax, un groupe de guérilleros espagnols et l'UNE déployèrent le drapeau de la République espagnole¹. Des réfugiés utilisèrent également la date du 11 novembre 1944 pour des actions plus explicites. À Bordeaux, l'UNE distribua des tracts en français et en espagnol rappelant le 8^e anniversaire de la défense de Madrid. Établissant un lien entre le 7 novembre 1936 et le 7 novembre 1944, l'UNE appela les réfugiés à s'unir et à transformer le « *Ils ne passeront pas* » d'hier en « *Nous passerons et nous écraserons Franco et sa Phalange* ». Le tract écrit en français rappelait la participation française à la défense de Madrid².

Des ambiguïtés de la part de certaines autorités françaises peuvent être détectées avec l'émergence d'une interprétation nationaliste française de la Résistance. Le préfet des Landes annula un meeting de la JEL prévu le matin du 12 novembre 1944 qui devait être consacré à une discussion autour de la lutte contre Franco et le fascisme. La réunion prévue ce soir-là fut, par contre, autorisée et le maire local y assista³. Le 28 août 1945, moins d'un an après, Libération Nord invita la JEL à marquer l'anniversaire de la libération de Bordeaux. Cependant, la demande de la JEL de faire un discours au nom des réfugiés antifascistes de Bordeaux fut refusée par le commissaire de la République car il considérait la manifestation comme une question française⁴.

Le processus de valorisation appliqué au développement des relations franco-espagnoles dans la France d'après guerre apparaît aussi dans la pléthore de rencontres et activités publiques organisées par le PCE. Pendant que les troupes françaises et espagnoles se battaient contre les forces allemandes retranchées autour de la Pointe de Grave dans le nord-ouest de la Gironde, les communistes espagnols mettaient l'accent sur les relations franco-espagnoles développées à partir de la Résistance. La multiplication des événements organisés par l'UNE en novembre 1944 était plus probablement liée à l'échec de l'expédition récente du Val

¹ *La Victoire*, 17/11/45.

² AD Gironde, SC 569. Rapport des Renseignements généraux, 11/11/44.

³ AD Gironde, SC 569. Rapport des Renseignements généraux à Mont-de-Marsan, 13/11/44.

⁴ CIRAS. Minutes des JEL, 1/9/45.

d'Aran, et au besoin de lever des fonds pour les victimes et les familles des morts. Le 19 novembre 1944, l'UNE organisa une manifestation à Mérignac près de Bordeaux pour soutenir les « fusillés franco-espagnols ». La semaine suivante, le 22 novembre 1944, le Front national et l'UNE organisèrent une soirée de collecte de fonds pour les FFI à Oloron, dans les Basses-Pyrénées. Dans les Landes, un meeting fut organisé à Dax par l'UNE le 26 novembre. La salle était décorée des trois couleurs françaises réunies sous l'inscription « l'Union nationale espagnole rend hommage à ses frères français » et d'une autre bannière disant « Hier, aujourd'hui et demain, toujours Union »¹. À Langon, les participants à une soirée de collecte de fonds en faveur des familles de déportés espagnols furent divertis par des danses folkloriques espagnoles et des chansons espagnoles et françaises. Les murs de la salle étaient décorés par une scène représentant trois soldats espagnols mortellement blessés derrière des barbelés. Sur le point de mourir, les soldats étaient montrés comme étant satisfaits de mourir en ayant libéré la France et exprimaient l'espoir que la Libération de l'Espagne suivrait².

Pendant ces meetings, l'UNE ne rappelait pas seulement le rôle qu'elle avait joué dans la Résistance, mais souhaitait aussi insister sur le fait qu'elle constituait une représentation transversale de différents partis et syndicats espagnols. Lors d'un meeting de propagande le 3 décembre 1944 à Bordeaux, des représentants de l'Alliance nationale de Catalogne, de la CNT, du PCE et du PSOE étaient là. Pendant ce meeting, l'Occupation fut représentée comme un terrain d'expérience qui avait permis d'éliminer ceux qui ne pourraient pas convenir à la future société espagnole³. L'objectif du rassemblement fut clairement énoncé par le représentant du PCE qui appela à une future République espagnole conduite par un gouvernement issu de l'UNE.

La branche d'influence communiste des exilés espagnols fut très efficace pour dominer la mémoire de la participation des exilés espagnols dans la libération du Sud-Ouest de la France. La raison en est à la fois historique et politique. À partir de la fin 1942, le PCE joua un rôle pré-

¹ AD Gironde, SC 569. Rapports journaliers des Renseignements généraux tout au long de 1944.

² AD Gironde, SC 569. Rapport des Renseignements généraux, 28/11/44.

³ AD Gironde, SC 569. Rapport no. 15.819 des Renseignements généraux, 3/12/44.

pondérant dans tout le Sud-Ouest pour l'organisation des exilés de différentes tendances idéologiques au sein du mouvement de l'UNE. L'objectif était de créer une structure unifiée à travers l'application du concept de front national développé par les partis communistes à la suite de l'attaque nazie de l'URSS. Même si l'on pouvait trouver dans les rangs de l'UNE des membres issus de différentes appartenances idéologiques et politiques, le seul parti organisé dans cette structure était le PCE¹. La branche armée de l'UNE, *l'Agrupación de guerrilleros españoles*, était l'entité la plus largement visible des exilés espagnols pendant la Libération. Pour les communistes espagnols, les actions de l'UNE pendant la Libération étaient interprétées comme une partie de la lutte plus vaste pour la défense des idéaux de la République. L'accent mis sur la discipline et le besoin d'unité face à l'adversité étaient des thèmes continuellement mis en valeur, de la Guerre civile en Espagne jusqu'à la Libération en France.

La JEL était aussi active, comme en témoigne la mise en place d'une plaque commémorative à Bordeaux. La proposition de commémorer le lieu où Pablo Sánchez avait été fusillé par les Allemands apparaît pour la première fois dans les minutes de la JEL à Bordeaux le 6 septembre 1945 lorsque la section presse et propagande fut chargée de mettre en place une plaque commémorative². En avril de l'année suivante, les membres de la JEL discutèrent de l'opportunité d'ériger un monument commémoratif pour le 12 mai. Pourtant, la commémoration ne se produisit pas avant le 3^e anniversaire de la libération de Bordeaux le 28 octobre 1947³. L'organisation de la cérémonie se fit de la même manière que les commémorations évoquées précédemment dans ce chapitre. La plaque était décorée des drapeaux français et espagnol, une gerbe de fleurs fut déposée, et un ancien maquisard rappela la façon dont Pablo Sánchez avait été tué par les troupes allemandes, avant d'exprimer son propre désir de voir une union franco-espagnole se développer dans une Espagne libre. La mémoire du fusillé n'était pas rappelée en relation avec un parti ou syndicat spécifique, mais plutôt attribuée aux JEL.

¹ Geneviève Dreyfus-Armand, « Les Espagnols dans la Résistance : incertitudes et spécificités », in *Mémoire et Histoire*, p. 224.

² CIRAS. Minute des JEL.

³ AD Gironde. Versement 1239/42.

La commémoration à Bordeaux se déroula à un moment significatif concernant l'image des républicains espagnols dans l'imaginaire social. Les préfets du Sud-ouest de la France avaient commencé à imposer une pression grandissante sur les organisations de réfugiés espagnols pour limiter leurs activités, phénomène résultant d'une part de la pression venant des autorités franquistes et d'autre part de préoccupations intérieures. Les élections municipales d'octobre 1947 et les grèves du mois suivant provoquèrent une recrudescence des angoisses des officiels français vis-à-vis des désordres publics qui rappelaient celles qui s'étaient exprimées en 1939. Si cela n'était pas suffisant pour décourager les républicains espagnols, la réouverture de la frontière franco-espagnole étouffa tout espoir persistant d'un appui français pour le renversement de la dictature de Franco. C'est la période, 1947-1948, celle de la transformation de l'opinion des autorités régionales, et de la politique du gouvernement français passant d'un modèle de justice qui favorisait la cause des républicains espagnols à celui d'une *realpolitik* fondée sur la reconnaissance du régime de Franco comme une sorte de rempart contre le communisme de la Guerre Froide.¹

Durant ces premiers temps, les exilés espagnols interprétèrent le conflit en Espagne et la Seconde Guerre mondiale à l'intérieur d'un contexte idéologique qui paraissait encore pertinent dans les années d'immédiat après-guerre. Cependant, la prise en compte croissante du fait que les intérêts nationaux des démocraties occidentales primeraient sur la diplomatie internationale fit apparaître le discours antifasciste comme étant de plus en plus inopérant en tant que moyen de mobiliser l'appui de la France et des démocraties occidentales. En conséquence, la mémoire de *l'exil* commença à s'effacer dans les rencontres publiques comme dans la presse des républicains espagnols pour être remplacée par une mémoire moins récente, et plus lointaine, composée d'une constellation de thèmes appartenant aux grands moments de l'histoire antérieure à l'exil des organisations républicaines et aux personnages d'importance.²

¹ Voir David A. Messenger, *L'Espagne Républicaine: French Policy and Spanish Republicanism in Liberated France*, Brighton, Sussex Academic Press, 2008.

² Pour la presse voir notamment Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Émigration politique espagnole en France au travers de sa presse*, op. cit., pp. 363-368.

Cela vaut la peine de se demander si les républicains auraient pu faire un effort plus important pour établir des liens avec les autorités françaises. Il est certain que les désaccords séparant les différentes organisations en exil ne facilitaient pas le développement de liens avec les autorités locales, nationales et bien-sûr internationales. Pourtant, même si les républicains espagnols avaient fait en sorte de créer une organisation bel et bien représentative de l'ensemble des organisations en exil, il est fort peu probable que cela ait pu changer le cours des événements à venir. Malgré l'enthousiasme initial de la France et des États-Unis pour changer le régime en Espagne, la combinaison de leurs intérêts économiques et politiques ainsi que la tension croissante avec l'Union Soviétique diminuèrent substantiellement les chances de remplacer Franco par un système politique acceptable à la fois par les exilés et par les démocraties occidentales. En même temps, les tentatives anglaises pour faciliter la création d'une monarchie constitutionnelle n'avait aucun rapport avec les aspirations de la majorité des républicains espagnols en exil.¹

Avec la guerre froide qui s'accentua dans les années cinquante, le gouvernement français déclara toutes les organisations communistes espagnoles, dont les associations de vétérans, comme étant illégales. À cet égard, les activités commémoratives ainsi que politiques furent supprimées. Un peu avant le rejet des activités communistes espagnoles en France, les militants communistes de Bordeaux présentèrent un mini festival de films pour fêter le 14^e anniversaire de la République espagnole. Les films ne parlaient pas des républicains espagnols en Espagne ou en France, mais étaient plutôt liés à la vie en Union soviétique et à la Révolution russe². La mémoire de la Résistance espagnole en France, une lutte qui avait été conçue en termes idéologiques, n'était pas adaptée à la scène internationale, désormais dominée par la confrontation entre le capitalisme et le communisme soviétique, confrontation de laquelle Franco pouvait tirer profit.

¹ David. J Dunthorn, « The Prieto-Robles Meeting of October 1947: Britain and the Failure of the Spanish anti-Franco Coalition, 1945-1950 », *European History Quarterly*, Vol. 30, 2000, pp. 49-75.

² AD Gironde, Versement 1239/43. Le meeting organisé par les communistes influença les JSUC le 2/4/50.